

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service De l'Environnement
Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques

ARRAS, le 08 mars 2019

Courriel : ddtm-participation-public@pas-de-calais.gouv.fr

Décision concernée : projets de réponses aux demandes d'autorisations de retournement de prairies

Période de consultation : du 27 février au 13 mars 2018

Participation du public

Synthèse et réponses aux observations du public

Des projets de réponses aux demandes d'autorisations de retournement de prairies ont été mises à disposition du public du 27 février au 13 mars 2018 conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2013-714 du 05 août 2013.

Au cours de cette consultation, deux types d'observations ont été reçues à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais :

- le premier type porte sur des remarques générales concernant la consultation du public, les enjeux que peuvent représenter les prairies,
- le second type d'observations s'intéresse à chaque demande et présente les remarques formulées pour chaque projet de réponse.

Les points évoqués et les réponses apportées pour le premier type d'observations sont repris ci-dessous (les remarques formulées sur chaque demande et leurs réponses sont présentées individuellement dans un fichier déposé sur le même répertoire que ce document) :

Observations formulées	Réponses de l'administration
1_Remarques d'ordre général de M. Marc EVERARD - GDEAM 62	
Une première consultation avait été organisée en février dernier. J'y suis intervenu pour déplorer son opacité. Nous demandions donc que les documents soumis à la consultation soient accompagnés d'une véritable notice de présentation permettant de comprendre : - la localisation géographique et cadastrale des parcelles ; - les critères ayant prévalu pour conclure à une demande favorable notamment sur le plan hydraulique et sur le plan de l'impact du retournement sur la biodiversité (présence d'un maillage bocager, de haies localisées, d'arbres épars...).	► Le retournement des prairies est régi par la PAC (Politique Agricole Commune) et par le PAR (Programme d'Actions Régional) qui définissent les règles et critères permettant d'autoriser ou non le retournement de ces surfaces.
Suite à cette intervention, votre service a reconnu que ses conditions de réalisation étaient irrégulières. Une nouvelle consultation a été organisée.	D'un point de vue réglementaire, une demande de retournement de prairies répondant à la fois aux critères dérogatoires fixés par la PAC et par le PAR est susceptible d'être acceptée.
C'est avec grande satisfaction que nous constatons cette fois que figurent des éléments de localisation géographiques et des références cadastrales.	Chaque critère est examiné individuellement à partir d'outils géographiques et à l'appui des exigences réglementaires régissant la problématique.

<p>Toutefois, nous prenons note que le second souhait n'a pas été exaucé. En effet, ne figurent pas une note explicative permettant de comprendre le contexte et l'analyse environnementale qui a prévalu. La consultation ne nous paraît donc toujours pas être conforme aux exigences de l'article du code de l'environnement qui impose une notice explicative à caractère environnemental.</p>	<p>Dans l'avis de consultation qui accompagne les projets de réponse mis en ligne, il est fait référence au PAR. Les critères dérogatoires et réglementaires qui peuvent être appliqués pour autoriser le retournement d'une prairie (notice explicative) y sont également présentés. Il est rappelé que la présence d'un maillage bocager, de haies localisées, d'arbres épars ne constituent pas un caractère réglementaire capable d'intervenir dans la décision d'autorisation de retournement de prairies donnée ici. Il est rappelé également que l'autorisation n'exonère pas les demandeurs du respect des autres réglementations.</p>
<p>2_Remarques de M. David FACON naturaliste, adhérent GEDEAM 62, GON 59/62, SBNF, SENF</p>	
<p>REMARQUES SUR LES PROJETS D'AUTORISATION DE RETOURNEMENT DE PRAIRIES / CONSULTATION PUBLIQUE DDTM 27 FEVRIER AU 13 MARS 2018</p> <p>D'une manière générale, la stupéfaction s'impose devant le propos qui clôt chacun des 10 projets d'autorisation de retournement de prairies : « Le maintien et la bonne gestion des surfaces en herbe sont essentiels pour soutenir une politique agricole durable alliant objectif économique et équilibre environnemental. Dans ce cadre, la responsabilité et la vigilance de chacun sont importantes afin de respecter les engagements de la France ».</p> <p>En application de ces louables principes, l'Etat décide... d'y déroger en autorisant le retournement de 50 hectares de prairies permanentes (pour cette seule consultation...).</p> <p>Notre pays s'illustre encore ici comme un champion de la production d'oxymores et d'injonctions contradictoires : pour assurer « le maintien et la bonne gestion des surfaces en herbe », l'Etat décide d'autoriser leur destruction, sans même imposer la moindre mesure compensatoire. En matière « d'alliance entre objectif économique et équilibre environnemental », c'est le second qui est - encore - sacrifié sur l'autel d'un « réalisme économique » incapable de dépasser l'horizon des intérêts particuliers à court terme.</p> <p>1. UNE CONSULTATION POUR LA FORME ?</p> <p>Consultations et enquêtes publiques sont censées contribuer à la formation de citoyens éclairés, capables de se forger une opinion objective pour prendre part au processus démocratique aboutissant à une décision dans l'intérêt général. Louable intention si tant est qu'on apporte au public des éléments d'appréciation plus larges sur le contexte général de la disparition des prairies à l'échelle du département, sur les raisons et les conséquences de ce phénomène (qui ne tiennent pas seulement à la conversion en cultures mais aussi à l'artificialisation des terres)...</p> <p>Nombre de questions que peut se poser le public restent ainsi sans réponses. Que représentent les 50 hectares qui font l'objet de cette consultation par rapport aux surfaces qui disparaissent chaque année ? Quel est le rythme de disparition des prairies dans le département ? Quelle est la nature de ces 50 ha de prairies (naturelles ou semées), sachant que les prairies naturelles permanentes sont les plus importantes pour la biodiversité et les plus menacées du fait de leurs rendements plus faibles ?</p> <p>2. LA BIODIVERSITE, GRANDE ABSENTE DE LA</p>	<p>► Le retournement des prairies est régi par la PAC (Politique Agricole Commune) et par le PAR (Programme d'Actions Régional) qui définissent les règles et critères permettant d'autoriser ou non le retournement de ces surfaces.</p> <p>D'un point de vue réglementaire, une demande de retournement de prairies répondant à la fois aux critères dérogatoires fixés par la PAC et par le PAR est susceptible d'être acceptée.</p> <p>Chaque critère est examiné individuellement à partir d'outils géographiques et à l'appui des exigences réglementaires régissant la problématique.</p> <p>Les projets de réponse aux demandes de retournement de prairies mis en ligne en vue de la consultation du public, ont pour objet de présenter la situation et l'emplacement des parcelles concernées par la sollicitation ainsi que la réponse qu'il est prévu d'apporter. En aucun cas, cette consultation n'est réalisée pour faire un état des lieux sur le retournement des prairies effectués dans le département. Il ne s'agit de présenter ici que les éléments qui traitent des parcelles visées.</p>

CONSULTATION

Sur le seul plan de la biodiversité, tous les indicateurs sont au rouge et l'impact de l'intensification des pratiques agricoles est souligné par les spécialistes. Quelques exemples d'éléments qui pourraient contribuer à la réflexion du public... et de l'Etat :

■ Une étude récente¹ avance une évaluation d'un déclin de 80 % des populations d'insectes depuis 30 ans en Europe, directement lié à l'intensification des pratiques agricoles², avec un impact sévère sur l'ensemble des écosystèmes.

1 Hallmann CA, Sorg M, Jongejans E, Siepel H, Hofland N, Schwan H, et al. (2017) More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas. PLoS ONE 12 (10): e0185809. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0185809>. Voir aussi Le Monde, 18 octobre 2017.

2 "Agricultural intensification, including the disappearance of field margins and new crop protection methods has been associated with an overall decline of biodiversity in plants, insects, birds and other species in the current landscape".

■ Dans le Nord/Pas-de-Calais, les travaux les plus récents évoquent l'impact négatif de l'intensification des pratiques agricoles sur la faune :

✂ Papillons « de jour » (Rhopalocères) : d'après Haubrex et al. (2017)³, les prairies (prairies mésophiles : 1.970 km², prairies humides et tourbières : 370 km²) représentent 19% de la surface du territoire du Nord/Pas-de-Calais, tandis que les zones cultivées couvrent 53% (6.660 km²). Les zones cultivées représentent des « habitats particulièrement hostiles pour les papillons qui voient se raréfier les plantes hôtes de leurs chenilles, leurs plantes nourricières et, pour celles qui subsistent, la qualité de leur nectar est altérée par les produits phytosanitaires ». D'une manière générale, l'intensification des pratiques agricoles induit une banalisation de la faune régionale des papillons de jour, consécutive à la banalisation de la flore et à l'utilisation d'intrants divers (y compris dans les prairies !);

✂ Oiseaux : d'après Luczak (2017)⁴, les populations d'oiseaux des milieux agricoles connaissent un véritable « effondrement » dans le Nord/Pas-de-Calais depuis 1995, avec une perte de 50% des effectifs nicheurs (baisse de « seulement » 32% à l'échelle nationale), soit la plus forte proportion par rapport aux espèces des autres milieux. Si la surface occupée par les milieux agricoles a diminué de 3,74% entre 1990 et 2009, ce sont surtout les milieux qui subissent les modes d'exploitation les moins intensifs qui ont régressé : « les prairies naturelles permanentes ont diminué alors que les cultures annuelles ont connu une progression (+0,21%) ». Ces espèces d'oiseaux sont affectées par les pratiques agricoles intensives, parmi lesquelles est citée explicitement « la disparition des prairies au profit des cultures ».

Dans le cadre actuel, la procédure d'autorisation prendrait en compte les impacts sur l'érosion des terres, sur le ruissellement etc... même si aucun élément des dossiers n'en apporte la preuve. Mais elle ne présente aucun élément d'appréciation des enjeux liés à la biodiversité. Pourtant, les politiques publiques affichent la volonté de réduire l'érosion de cette biodiversité. Il est urgent de dépasser le simple stade des bonnes intentions et de se donner les moyens de rentrer dans le concret. La procédure actuelle d'autorisation de retournement de prairies ne prévoit-elle pas la réalisation d'études d'impact environnementales ?

Au vu du bilan inquiétant évoqué plus haut - et sans entrer ici dans les détails des 10 projets visés par la présente consultation, l'Etat ne devrait pas autoriser de nouveaux retournements de prairies dans le Pas-de-Calais sans imposer des études d'impact écologiques et, le cas échéant, des mesures compensatoires à la hauteur des enjeux de

L'instruction des demandes s'appuie sur des textes réglementaires que la DDTM se doit d'appliquer. Les décisions prises sont basées sur ce que permet ou non la réglementation en vigueur et ne peuvent s'appuyer sur le résultat d'études n'ayant pas de caractère réglementaire.

Les textes en vigueur ne prévoient pas à l'heure actuelle de procédure d'évaluation environnementale spécifique concernant le retournement des prairies.

préservation de la biodiversité ET DE SES ASPECTS FONCTIONNELS SUR L'ENSEMBLE DES EQUILIBRES ENVIRONNEMENTAUX invoqués par l'Etat lui-même en conclusion desdites autorisations. N'oublions pas par exemple le rôle fondamental des insectes pollinisateurs sur certaines productions agricoles. Le maintien de prairies non traitées accueillant une flore diversifiée (et pas seulement des graminées) est essentiel pour la pollinisation des Dicotylédones cultivées (cultures fruitières ou semencières au sens large).

3 Haubrex D., Mézière S., Dhellemes T. & Quevillart R. [coords.], 2017. - Atlas des papillons « de jour » du Nord/Pas-de-Calais 2000-2014. Lépidoptères Papilionoidea. Collection Faune du Nord/Pas-de-Calais, tome 2. Groupe de travail sur les Lépidoptères Papilionoidea du Nord/Pas-de-Calais, GON, Lille, 494 p.

4 Luczak C., 2017. - Evolution des populations d'oiseaux communs nicheurs dans le Nord/Pas-de-Calais (1995-2014). Collection Faune du Nord/Pas-de-Calais, tome 1. GON, Lille, 216 p.

La situation est encore plus ubuesque lorsqu'on prend en compte les surfaces de terres agricoles sacrifiées chaque année au développement urbain dans notre département : habitat, zones commerciales, hangars logistiques, projets touristiques, infrastructures diverses et variées... tout est bon pour grignoter les terres agricoles tant les espaces naturels résiduels de notre département ont déjà payé le prix fort. Pour maintenir la productivité sur des surfaces agricoles qui se réduisent comme peau de chagrin, il est alors facile – et parfaitement cynique – de réclamer l'intensification des pratiques sur les terres qui restent. CQFD : à partir du moment où l'on fait le choix de ne pas mettre un terme à la destruction des terres agricoles, « il n'y a plus d'alternative » à l'intensification de la production sur celles qui restent. Dans ce contexte, ce sont naturellement les prairies – et plus encore les prairies naturelles, les plus importantes en termes de biodiversité – qui seront sacrifiées.

3. SUR LA QUALITE DES INFORMATIONS MISES A DISPOSITION DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION

Chacun des 10 projets d'autorisation s'appuie sur ce préambule : « *Compte-tenu de la nature de votre demande et des éléments en ma possession*,... ».

Hélas, ni les « *éléments* » en la possession de l'administration, ni les « *enjeux environnementaux* » justifiant l'obligation d'une dérogation ne sont portés à la connaissance du public. Ceci nous met dans l'incapacité d'évaluer objectivement la pertinence de l'autorisation. On se trouve confronté à la lourde tâche d'avoir à rechercher soi-même lesdits éléments pour se faire sa propre opinion. Dans un délai d'une quinzaine de jours ! Tâche impossible pour un non initié, quand bien même il y consacrerait tout son temps libre. Pourquoi l'Etat ne simplifie-t-il pas la tâche du public en mettant à disposition toutes les pièces de chaque dossier et lui éviter de longues recherches ?

- Ainsi des zonages d'inventaires et de protection de la biodiversité : il faut avoir l'expérience des enjeux liés à la biodiversité pour connaître l'existence des ZNIEFF, leurs fonctions et les modalités de leur prise en compte. Aucun des 10 dossiers n'y fait référence, pourtant certaines parcelles sont incluses dans des périmètres ZNIEFF, donc recèlent potentiellement des enjeux forts en termes de protection de la biodiversité. Rien n'indique ces enjeux dans les documents mis à la consultation, *a fortiori* ne garantit qu'ils aient été correctement pris en compte.

- Ainsi des contraintes liées aux problèmes d'érosion des terres, ruissellements etc... : aucun élément justifiant la prise en compte de ces contraintes n'est avancé dans les projets d'autorisation soumis à

Dans la notice explicative de la consultation, les éléments justifiant l'obligation d'une dérogation sont présentés.

Seuls les éléments présentant un caractère réglementaire sont pris en compte dans l'instruction des demandes. Il est rappelé que les ZNIEFF ne constituent pas en soi une mesure de protection réglementaire.

Le retournement des prairies est régi par la PAC (Politique Agricole Commune) et par le PAR (Programme d'Actions Régional) qui définissent les règles et critères

<p>consultation. D'une manière générale, chacun des documents cartographiques devrait porter une échelle, voire mieux : les distances (longueur et largeur des parcelles visées, distance aux éléments tels que talus, haies, cours d'eau) et le profil des pentes... : le citoyen lambda ne peut pas se transformer en géomètre pour aller visiter chacune des 10 parcelles - disséminées aux quatre coins du département - et évaluer lui-même les effets de la transformation de la prairie en culture.</p> <p>RECOMMANDATIONS GENERALES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Surseoir à la délivrance des autorisations pour mettre à disposition du public l'ensemble des pièces qui justifient la décision finale des services de l'Etat, à partir de la demande originale du pétitionnaire. - Concernant la prise en compte des enjeux liés à la biodiversité, les services instructeurs de l'Etat devraient <i>a minima</i> vérifier que les terrains visés par les demandes se trouvent en dehors de tout espace naturel sensible identifié, à commencer par les ZNIEFF et ZICO qui sont le niveau de base de connaissances en matière d'enjeux écologiques. Cette procédure simple requiert seulement la consultation des documents cartographiques accessibles par communes sur le portail internet de la DREAL (onglet « données communales »). Si les terrains se situent dans une ZNIEFF ou tout autre espace à enjeux biodiversité, le service instructeur doit se rapprocher des pôles régionaux faune (GON 59/62) et flore/habitats (CBNBI) qui disposent de bases de données géolocalisées sur les espèces et habitats sensibles (protégés, rares, menacés...) et peuvent aisément fournir les données d'espèces présentes sur les terrains visés par la demande d'autorisation de retournement, voire un avis motivé sur l'absence d'impacts négatifs directs ou indirects des travaux envisagés sur les espèces animales ou végétales et les habitats sensibles⁵. Les services de la DREAL devraient être systématiquement associés à la prise de décision en cas de contraintes liées à la préservation de la biodiversité. Les informations devraient être portées aussi à la connaissance du public lors de la consultation. - Etendre cette exigence à toutes les futures consultations. - Si la procédure actuelle ne le prévoit pas, il est urgent de « réformer » cette procédure ! 	<p>permettant d'autoriser ou non le retournement de ces surfaces. Ces réglementations cherchent à minimiser par le biais des critères qu'ils prévoient, les effets négatifs que pourraient causer le retournement des prairies (critère de pentes retenu à 7 %, zones humides, ratio régional de retournement de prairies...).</p> <p>La procédure actuelle ne prévoit pas la consultation des services de la DREAL, ni à ce qu'ils soient associés dans la prise de décision.</p>
<p>3_Remarques de M. Bernard GAMBIER – Association HAIES VIVES</p>	
<p>*Concernant les destructions de haies et d'arbres isolés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans la consultation qui s'est déroulée du 1 au 15 février, 11 autorisations de retournement ont été accordées pour des parcelles comportant des arbres (arbres têtards, isolés ou en alignement, arbres de haut-jet...) ou haies bocagères. (Inghem - Îlot 27.1, Samer (PNR-CMO) - 26.1 et 13.2, Auxi le Château - 15, Mouriez - 5.2 et 14.1, Neuville - 24.2, Monchet - 9.2, Hocquinghen - 10.2, Herbinghen (PNR) - 35.4, Berles-Monchel - 2.1). - Ces retournements de prairies bocagères sont une nouvelle atteinte à ce qui reste de bocage dans de nombreuses communes. Vous avez par exemple autorisé sur la commune de Samer le retournement de prairies séparées et/ou bordées par des haies vives arborescentes qui seront détruites de fait (parcelles 131-137-405 et parc. 84) ; ce qui va à l'encontre des politiques du 	<p>Il est rappelé que les autorisations délivrées ici ne portent que sur les demandes de retournements de prairies permanentes. En aucun cas, ces dernières ne sont accompagnées d'autorisations d'arrachages de haies.</p> <p>D'un point de vue réglementaire, la préservation des haies peut, quant à elle, être encadrée ou favorisée selon les cas par différentes réglementations et politiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Politique Agricole Commune (PAC) : au titre de la conditionnalité des aides du

<p>PNR-Caps et Marais d'Opale et de la CC de Desvres-Samer qui affichent une volonté sans réserve de protection des derniers pans de bocage de ce territoire ; éléments indispensables au maintien d'une biodiversité en forte régression et de paysages de plus en plus affectés par la disparition des haies et des arbres de haut-jet. Il en est de même sur les communes de Bainghen (Ilot 35-4) et de Hocquinghen ().</p> <p>- Pour la consultation en cours (27-02 au 13-03-2018), des haies arborescentes et des haies basses sont également menacées ou disparaîtront de fait si les autorisations de retournement sont accordées : Gauchin-le-Gal (Parcelles 56-57 et 27), Gauchin-Verloingt (parc. 3 et 4 – rue Verte !), Quilen (parc. 2010-412), Landrethun-le-Nord (Parc. 293), Berles-au-Bois (parc. 451-485), Acquin-Wesbécourt (Parc. 411-61-34-45-46-48) ...</p> <p>- Il nous paraît indispensable que toutes les autorisations de retournements de prairies soient assorties de l'obligation de préserver les haies périphériques existantes et d'une obligation de replantation (arbres et haies), si des arbres et/ou des haies sont détruits à l'intérieur des parcelles retournées. Cette compensation permettra le maintien d'une certaine biodiversité en zones de culture ainsi que la lutte contre l'érosion des sols. A noter que des aides à la plantation sont possibles, tout particulièrement sur le territoire du PNR-CMO.</p> <p>*Concernant les risques liés à l'érosion :</p> <p>- Si les autorisations ne sont pas accordées pour des prairies dont la pente est supérieure à 7 %, ceci ne signifie en rien que le risque d'érosion n'existe pas pour des pentes inférieures à cette limite ; une terre labourée sera toujours plus sujette à érosion qu'une prairie naturelle. Seule la mise en place de mesures compensatoires efficaces comme celles proposées ci-dessus peuvent réduire ce risque.</p> <p>- En résumé : nous souhaitons que les autorisations de retournement de prairies naturelles soient soumises à mesures compensatoires. Celles-ci pourront être : la mise en place d'une bande enherbée à l'aval des parcelles retournées, bande enherbée qui sera complétée par la plantation d'une haie sur deux rangs au minimum sur le linéaire correspondant si celle-ci n'existe déjà ou du renforcement de celle existante. Cette association devra être suffisamment efficace pour absorber la totalité du ruissellement prévisible, mesure d'autant plus nécessaire que la taille de la ou des parcelle(s) retournée(s) sera importante et que le bas de pente sera mitoyen d'un cours d'eau ou d'un fossé.</p> <p>Pour l'association HAIES VIVES, le 12 mars 2018</p> <p>Bernard Gambier - Président</p>	<p>premier pilier, l'exploitant demandeur d'aides doit maintenir les éléments topographiques qui peuvent être identifiés sur ses parcelles. Les haies en font partie. Le non-respect de cette règle entraîne une réduction des aides demandées sans que leur maintien puisse être exigé.</p> <p>- le code de l'urbanisme et les documents de planification : certaines haies peuvent être identifiées et reconnues comme présentant un intérêt spécifique pour la commune ou l'intercommunalité et faire l'objet dans ces conditions, d'une attention voire d'une protection là où elles sont implantées. Ces éléments peuvent être repris dans le Plan Local d'Urbanisme ou en l'absence de document d'urbanisme, être réglementés après délibération du conseil municipal et enquête publique, comme le précise l'article L.111-22 du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Sans ce dernier élément, il ne peut être rendu réglementairement obligatoire le maintien des haies.</p> <p>Les mesures compensatoires ne peuvent être imposées que si elles sont prévues par la réglementation. La réglementation portant sur le retournement des prairies ne confère pas à l'autorité administrative le pouvoir d'imposer systématiquement ce type de mesures.</p>
--	---

Au vu des éléments présentés ici, les remarques formulées ne peuvent être retenues dans les décisions qui suivent.